



LA MARNE OUVRIERE

Organe officiel de l'Union des Syndicats CGT de la Marne - Rédaction/Administration -

15, bd de la Paix - 51058 REIMS Cedex - Tél. : 03.26.88.23.04 - Directrice de la Publication : Marilyn HOMON

N° 413 Octobre 2017 CPPAP 1221 S 06066 - Imprimé par nos soins - Prix 0,50 €

Retrouvez toutes les actualités sur le site de l'UD : www.udcgt51.fr

LA MOBILISATION PLUS QUE JAMAIS À L'ORDRE DU JOUR !

Édito...

Les Organisations Syndicales de salariés (CGT, Solidaires et FO), d'étudiants et de lycéens (UNEF, UNL et FDL) ont décidé de faire du 16 novembre 2017 une journée de mobilisation interprofessionnelle par des grèves et des manifestations.

En effet, le gouvernement avec son acolyte le Medef veulent imposer à tous(tes) une politique libérale visant à accroître les inégalités au profit d'une minorité :

- En précarisant toujours plus l'emploi ;
- En limitant les droits des salarié(e)s avec les dispositions des Ordonnances ;
- En portant atteinte au service public et à la protection sociale ;
- En augmentant la CSG etc...

Face à cette situation, il est **urgent et indispensable** de sensibiliser les salarié(e)s pour porter les propositions de progrès social de la CGT.

Différentes actions victorieuses telles que les routiers, les dockers, dans les entreprises, démontrent qu'il est possible de gagner à condition que les salarié(e)s, les étudiant(e)s, les lycéen(ne)s prennent leur avenir en main !

Le jeudi 16 novembre doit être une mobilisation importante !

En effet, la loi travail n'est pas ratifiée !!!

Des informations rapides vous parviendront pour l'organisation de cette initiative.

Rapprochez-vous de votre UL.

Pour le Secrétariat,
Martine SEGUIN

**Journée d'action
le jeudi 16 novembre 2017**



DÉPOSÉ LE 30 OCTOBRE 017



Sommaire

- Page 1 : éditto
- Page 2 :
 - Le logement social public en danger
 - Les contrats aidés
 - Les actions des territoriaux de Châlons
- Page 3 :
 - Journée d'action du 20 octobre 2017 dans les Transports Urbains de Reims et Assemblée Générale
 - Délégation CGT reçue par la Ministre Jacqueline GOURAULT
 - Hommage à Louis VIANNET
- Page 4 :
 - Congrès USR CGT 51
 - Distribution de tracts
 - Les fonctionnaires « en marche » !
 - Brèves

Le logement social public en danger



Le projet de loi de finances 2018 et de la loi logement, va avoir des conséquences économiques catastrophiques pour les Offices Publics de l'Habitat (OPH).

Le Président MACRON, à l'occasion de son intervention télévisée l'a affirmé " Il y a trop de bailleurs sociaux, des regroupements sont peut être la solution".

C'est la mort annoncée des OPH aux profits des bailleurs privés, ce sont aussi des milliers d'emplois qui seront supprimés dans les OPH, les entreprises du BTP, les entreprises de nettoyage.

En effet, en supprimant 1,7 milliard d'euros de crédits pour les APL et en imposant aux OPH une baisse des loyers pour compenser ces APL, le gouvernement en agissant ainsi confirme son désengagement envers le logement social public.

Dés 2018, si ce projet de loi de finances reste en l'état, ce sont entre 90 et 120 OPH qui seront dans le rouge.

Non aux économies faites sur le dos des OPH, des locataires et des salariés !!

Les Contrats aidés

Après plusieurs semaines de polémiques sur le sujet, le Gouvernement vient d'annoncer une baisse de 40 % du nombre de contrats aidés dans le projet de loi de finances 2018.

Dans la Marne, il y a 1 780 salariés sous contrats aidés (chiffre en mai 2017).

Notons que la CGT a toujours été critique à l'égard de tels dispositifs fondés sur la réduction du coût du travail non qualifié.

Pour le Gouvernement Macron- Philippe, il s'agit d'une volonté de baisser les dépenses publiques, ce qui pour la CGT n'est pas entendable.

De nombreuses associations, de collectivités territoriales ou services publics ont recruté des salarié(e)s sous contrat CAE

et donc avoir de la main d'œuvre pas chère, même si quelques un(e)s d'entre eux ont pu bénéficier d'une formation et obtenir un contrat à durée indéterminée.

Cela veut dire qu'aujourd'hui, nous n'avons pas d'autre choix que d'intervenir où c'est possible pour que ces CAE se transforment en CDI dans le privé et de les titulariser dans la fonction publique.

La CGT refuse le plan d'austérité qui nous est imposé et exige que les politiques publiques soient revues immédiatement à la hausse.

L'emploi dans notre département et sur l'ensemble du territoire est une priorité !

**Pour le Secrétariat de l'UD CGT 51,
Sabine DUMENIL**

Les actions des territoriaux de Châlons



Source : Journal l'Union

Les syndicats CGT de la ville, de la communauté d'agglomération et du CCAS mènent de nombreuses actions et initiatives depuis la période estivale.

rassemblements de masse ont déjà permis de ne pas voir imposer une remise en cause de l'ensemble des régimes de congés pratiqués dans les 3 services.

Les agents avec leur CGT vont dans les semaines qui viennent, débattre avec l'ensemble des personnels et porter collectivement des délibérations à faire voter dans les conseils municipaux, communautaires et d'administrations pour rendre irréversibles les congés acquis par les personnels. Une telle démarche va en plus sauvegarder l'équivalent de 80 temps pleins pour les agents en situation précaire.

4 initiatives de grève, rencontres dans les services, des réunions d'information, de nombreux écrits, des points presse etc....

L'occupation du Conseil Municipal, des actions décentralisées dans les différents services publics et les

À suivre...

Journée d'action du 20 octobre 2017 dans les Transports Urbains de Reims et Assemblée Générale



Le 16 octobre 2017 se tenait une commission paritaire où l'ensemble des organisations syndicales représentatives portait unitairement un cahier

revendicatif de la branche professionnelle des Transports Urbains de Voyageurs, ce qui est inédit depuis 1986. Les T.U de Reims étaient d'ailleurs en grève avec près de 60 % de grévistes sur la journée du 20 octobre et ce dans la continuité des journées d'action du 12 et 21 septembre et du 19 octobre.

Cette journée s'est inscrite dans la logique d'amplifier le rapport de force dans le processus d'action contre les politiques gouvernementales à la solde du Medef. Parmi les principales revendications portées par la branche des T.U figurent la sécurisation des parcours professionnels avec notamment :

- la mise en place d'un temps partiel bonifié de + 10 % du salaire (ex : 80 % travaillé payé 90 %),
- la mise en place d'une prévoyance inaptitude pour tous les salariés non couverts par l'IPRIAC,

- la mise en place d'un jour de CP supplémentaire par tranche de 5 ans d'ancienneté,
- l'augmentation du point de 3 %,
- la mise en place d'un 13^{ème} mois conventionnel.

Bien entendu, les ordonnances Macron ainsi que le changement profond du modèle social opéré par le gouvernement étaient à l'ordre du jour de notre assemblée générale. Le débat a permis un échange convivial avec les salariés en présence de Sabine DUMENIL et de Franck HOFFMAN sur la fusion des différentes IRP et leurs conséquences dans l'entreprise.

Parmi les autres thèmes abordés et non des moindres pour les T.U ; la baisse de la taxe d'habitation voulue par Macron et son incidence sur le budget du transport qui est financé en grande partie par les impôts locaux. Une baisse de près de 10 millions d'euros de dotation aux TUR laisse présager un avenir dans la lutte pour le maintien de nos emplois au vu de la future clause de revoyure qui se profile à l'horizon 2019...

Les organisations syndicales représentatives, au niveau professionnel, ont décidé de se revoir lundi 30 Octobre pour décider des suites à donner à cette mobilisation.

Pour la CGT des TUR
Khira RHIMOU

Délégation CGT reçue par la Ministre Jacqueline GOURAULT

Samedi 21 octobre, une délégation de la CGT Marnaise a été reçue par la Ministre Jacqueline GOURAULT venue « vendre la politique néfaste de son président des riches » au congrès des Maires de la Marne.

Notre délégation conduite par Daniel GARDA, et composée de Sandrine CALVY (CGT santé), Sylvie LAGILLE (CGT Territoriaux) et Myriam VIDAL (CGT Fonction Publique de l'État) ont exposé les positionnements de notre syndicat sur la politique générale et les dossiers chauds touchant notre département.

Ils ont eu « la joie » de découvrir une Ministre méprisante, qui manifestement n'a aucune écoute des militant(e)s de la CGT et qui justifie pleinement les choix de Macron et du Medef.

Qu'à cela ne tienne, notre délégation CGT lui a rappelé que notre engagement syndical pour la justice sociale et la qualité du service public ne souffrira d'aucun relâchement de notre part.

Hommage à Louis VIANNET



L'Union Départementale CGT, salue l'homme et le dirigeant syndical et politique que Louis n'a cessé d'être. Militant des PTT, du Parti Communiste Français. Secrétaire Général de sa Fédération puis de la Confédération, Loulou a ouvert la CGT et s'est attelé à lui faire prendre une dimension élargie.

A sa famille, à ses proches l'UD adresse toutes ses condoléances et comme pour Henri Krasucki et dernièrement Georges SEGUY, nous sommes fiers d'avoir eu des dirigeants aussi humains et tout attachés à la classe ouvrière.

Congrès USR CGT 51

Une USR « Retraités » à la hauteur des nouveaux enjeux.

Les 16 et 17 novembre prochains, l'USR CGT 51 organise son 12^{ème} congrès à Reims.

La plupart d'entre vous ignore qu'il existe une continuité syndicale une fois en retraite. Pour preuve, et malheureusement, l'organisation CGT perd environ 75 % de ses adhérents une fois en retraite. Nous avons notre mot à dire et des revendications à faire valoir aussi bien en France comme en internationale. De qui sommes nous tributaires des décisions de revalorisation de nos pensions ? Aujourd'hui nous n'avons plus de patrons et pourtant nous avons des revendications, alors à qui devons nous nous adresser ? L'USR ainsi que les USLR de votre département sont là pour vous soutenir et défendre ces revendications spécifiques auprès du gouvernement en place :

- ⇒ Une pension à 1 700 € pour tous
- ⇒ Un rattrapage de notre pouvoir d'achat de 300 €
- ⇒ Une pension indexée sur les salaires moyens au 1^{er} janvier de chaque année.

Les retraités ne sont pas des nantis ni des vaches à lait.

Jean-Claude Boulben

Distribution de tracts

Une quinzaine de camarades ont tracté le vendredi 06 octobre 2017 de 07 h 00 à 09 h 00 au rond point de Cristanol à Bazancourt contre les ordonnances Macron en vue de la manifestation du Mardi 10 octobre 2017.



Plus de 1 000 tracts ont été distribués par les camarades des syndicats : Commerce, Chamtor, Tur, ArcelorMittal et Gunnebo.

Cette action a permis de discuter avec les salariés sur les dangers des ordonnances de la loi Macron. Des salariés qui soutenaient notre action et se retrouvaient d'accord avec nous pour exprimer leur colère contre ce gouvernement au service des plus riches et des actionnaires. La preuve que notre combat est bien perçu et que des réserves existent pour que la mobilisation se renforce au mois de novembre.

Une initiative à renouveler dans bien d'autres endroits...

Les fonctionnaires « en marche » !

Le 10 octobre dernier, ce sont près de 400 000 manifestants (publics, privés, précaires, retraités, jeunes...) au niveau national qui ont battu le pavé, des dizaines de milliers étaient en grève pour protester contre les mesures d'austérité appliquées dans les mairies, les établissements publics, les hôpitaux, dans les départements et les régions.

En effet, les réorganisations des services, les restructurations, les suppressions de postes mettent en place un management de plus en plus brutal et mettent en péril le service public !

Dans la Marne, 1 800 manifestants (publics, privés, précaires, retraités, jeunes...) ont défilé dans les rues de Reims à l'appel de l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, Solidaires, FSU, UNSA, CFTC, UNEF).



Des initiatives se sont également déroulées notamment à Vitry le François, Châlons en Champagne...

Brèves

Vitry le François le 19 octobre

100 habitants du pays vitryat ont manifesté devant le siège du bailleur social Vitry Habitat pour exiger l'arrêt du racket aux charges locatives et le rejet du plan d'économie des APL. Indécosa CGT et l'UL CGT de la ville appellent à d'autres initiatives.